

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

SEGMENT D'ACHATS : 45.05.07 – Autres prestations et services

CCP n° :	DAF_2024_001277
Objet du marché public :	Restauration fondamentale de la couche picturale, du support toile et des cadres de 4 tableaux (Hallé, Brenet, Beaufort, Lagrenée) : Lot n° 1 : Restauration fondamentale de la couche picturale et du support toile de 4 tableaux (Hallé, Brenet, Beaufort, Lagrenée) ; Lot n° 2 : Restauration fondamentale des cadres de 4 tableaux (Hallé, Brenet, Beaufort, Lagrenée).
Forme du marché public :	Lot n° 1 : Marché public à tranches Lot n° 2 : Marché ordinaire
Mode de passation :	Procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-7 du code de la commande publique.
Code CPV :	92312000-1 Services artistiques
Niveau de sécurité :	Néant
Acheteur :	CHAUDET Alicia
Entité d'achats :	PFC PARIS / DAP

ABRÉVIATIONS :

- DAP : Division achats publics
- DFIN : Division finances
- CCAG/FCS : cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021)
- CDD : Contrat à durée déterminée
- CDI : Contrat à durée indéterminée
- CCP : Cahier des clauses particulières
- GSC IdF : Groupement de soutien Commissariat Île-de-France
- PFC PARIS : Plate-forme commissariat Paris
- SCA : Service du commissariat des armées
- PEM : Paris Ecole Militaire
- C2RMF : Centre de recherche et de restauration des musées de France
- DRAC : Direction régionale des affaires culturelles

SOMMAIRE

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES	6
1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES	7
ARTICLE 2. OBJET ET FORME DES MARCHÉS PUBLICS.....	8
2.1 OBJET DES MARCHÉS PUBLICS.....	8
2.2 FORME DES MARCHÉS PUBLICS.....	8
ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DES MARCHÉS PUBLICS.....	8
3.1 DURÉE DES MARCHÉS PUBLICS ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS	8
3.2 MONTANTS DES MARCHÉS PUBLICS	8
3.3 STRUCTURE DES MARCHÉS PUBLICS	8
3.4 MODIFICATION DES MARCHÉS PUBLICS.....	10
ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION DES MARCHES	12
4.1 MESURE DE PRÉVENTION	12
4.2 ACTIONS DE COMMUNICATION	13
4.3 UTILISATION DES RÉSULTATS	14
4.4 SOUS-TRAITANCE	15
4.5 DÉFAILLANCE.....	16
4.6 ASSURANCE.....	16
4.7 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION.....	16
4.8 EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS PAR CARTE D'ACHAT	17
ARTICLE 5. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT	17
5.1 FORME DES PRIX	17
5.2 CONTENU DES PRIX.....	17
5.3 NATURE DES PRIX.....	17
5.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DES MARCHÉS PUBLIC	19
ARTICLE 6. RÉGIME DE PAIEMENT DES MARCHÉS PUBLICS	19
6.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT	19
6.2 MODE DE RÈGLEMENT.....	19
6.3 AVANCE.....	20
6.4 PAIEMENT DES PRESTATIONS.....	21
6.5 DÉLAI DE PAIEMENT.....	22
6.6 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECouvrement	23
6.7 MODALITÉS DE FACTURATION (HORS CARTE D'ACHAT).....	23
6.8 SOLDE	25

6.9	CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES	25
6.10	CESSION DES MARCHÉS PUBLICS.....	25
ARTICLE 7. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS		25
7.1	INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE.....	25
7.2	INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION	25
7.3	PLAN DE PREVENTION ET PLAN DÉTAILLÉ / AUTRE PLANS	25
7.4	RÉUNIONS	26
7.5	GESTION DES MODIFICATIONS ET IMPREVUS	26
7.6	CONTRÔLE ET OPERATIONS DE VERIFICATION.....	26
ARTICLE 8. GARANTIE		28
8.1	GARANTIE TECHNIQUE	28
8.2	RETENUE DE GARANTIE	29
ARTICLE 9. PÉNALITES ET RÉFACTIONS.....		29
9.1	PÉNALITÉS DE RETARD	30
9.2	AUTRES PÉNALITÉS	30
9.3	RÉFACTIONS	31
ARTICLE 10. MODALITÉS DE RÉSILIATION		31
10.1	RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	31
10.2	AUTRES RÉSILIATIONS.....	32
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX		32
ARTICLE 12. CONTEXTE.....		33
ARTICLE 13. OBJECTIFS DES OPÉRATIONS DE RESTAURATION		33
ARTICLE 14. RESPONSABLE D'OPÉRATIONS.....		34
ARTICLE 15. PRESTATIONS ATTENDUES POUR LE LOT N° 1		34
15.1	PRESTATIONS DES TRANCHES FERMES (POSTES 1.1, 2.1, 3.1 ET 4.1)	34
15.2	PRESTATIONS DES TRANCHES OPTIONNELLES	35
15.3	DESCRIPTION ET ÉQUIPEMENTS DU LIEU D'INTERVENTION.....	36
15.4	LIVRABLES	37
15.5	FERMETURE TEMPORAIRE DES SITES ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS	37
ARTICLE 16. PRESTATIONS ATTENDUES POUR LE LOT N° 2		38
16.1	OPÉRATIONS ATTENDUES.....	38
16.2	POUR LES PARTIES EN BOIS DORÉS	39
16.3	CALENDRIER	39
16.4	EVACUATION DES DÉCHETS LIÉS AU TRANSPORT	39
16.5	CONSERVATION PRÉVENTIVE	39
16.6	LIVRABLES	40

LISTE DES ANNEXES	
Annexe n°1	Clauses administratives générales
Annexe n°2	Historique des interventions réalisées sur les tableaux lot n° 1
Annexe n°3	Modèle de décision d'admission des prestations lot n° 1
Annexe n°4	Modèle de décision d'admission des prestations lot n° 2

PRÉAMBULE

Le présent CCP est constitué de deux volets : des clauses dites administratives particulières d'une part et des clauses dites techniques particulières d'autre part. Il organise les conditions propres à l'exécution des marchés publics.

Les clauses administratives générales sont mentionnées à l'annexe n° 1 du présent CCP.

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de l'ensemble des clauses contenues dans les présents marchés publics.

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE 1. DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DÉSIGNATION DES PARTIES

1.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les marchés publics sont constitués par les éléments contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissant :

- 1) l'acte d'engagement et ses annexes, l'éventuelle mise au point du marché public (formulaire OUV 11) ainsi que les éventuels avenants au marché public ;
- 2) le présent cahier des clauses particulières (CCP), contenant les clauses administratives et les clauses techniques et ses annexes dans l'ordre croissant de numérotation ;
- 3) le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS, arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021) sauf dérogations mentionnées au présent CCP ;
- 4) le cadre-réponses du titulaire ainsi que les réponses du titulaire aux éventuelles demandes de l'administration relatives à son offre (formulaire OUV 7) ;
- 5) les autres documents constitutifs de l'offre technique du titulaire ;
- 6) les actes spéciaux de sous-traitance (formulaire DC 4).

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché public, elles prévalent dans l'ordre de priorité défini ci-dessus.

Seul l'exemplaire original de chaque document, mentionné ci-dessus (sauf le CCAG) et conservé dans les archives de l'administration, fait foi.

1.2 DÉSIGNATION DES PARTIES

1.2.1 Désignation des parties contractuelles

Les marchés publics sont conclus entre :

- le directeur de la Plate-Forme Commissariat Paris, désigné par l'expression «*le pouvoir adjudicateur*» ;
- la société titulaire du marché public, désignée par l'expression «*le titulaire*».

1.2.2 Désignation du bénéficiaire

Le bénéficiaire est le GSC IdF. Il est le dépositaire des œuvres et le maître d'ouvrage, c'est-à-dire l'organisme pour qui sont réalisés les travaux de restauration.

L'ensemble de ces tableaux sont inscrits sur les inventaires du musée du Louvre et sont suivis par le département des peintures en tant que dépôts sur le site de Paris École Militaire. Protégés au titre des Monuments Historiques, ils sont également suivis par le service des Monuments Historiques de la Directions régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France.

1.2.3 Comité scientifique

La conduite technique des marchés publics est assurée par le comité scientifique composé de :

- conservateurs du musée du Louvre (département des peintures) ;
- la délégation au patrimoine de l'armée de terre (DELPAT) ;
- la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) d'Ile-de-France (conservation régionale des monuments historiques) ;
- la direction de la mémoire, de la culture et des archives (sous-direction des patrimoines culturels) ;
- le Centre de recherche et de restauration des musées de France (filiale peinture).

Le suivi des opérations de restauration est assuré par le représentant du maître d'ouvrage. Le comité scientifique conseille le maître d'ouvrage.

ARTICLE 2. OBJET ET FORME DES MARCHÉS PUBLICS

2.1 OBJET DES MARCHÉS PUBLICS

LOT	OBJET DES MARCHÉS PUBLICS
Lot n° 1	Restauration fondamentale de la couche picturale et du support toile de 4 tableaux (Hallé, Brenet, Beaufort, Lagrenée)
Lot n° 2	Restauration fondamentale des cadres de 4 tableaux (Hallé, Brenet, Beaufort, Lagrenée)

Les prestations, objets des marchés publics, s'inscrivent dans la catégorie des marchés de services.

2.2 FORME DES MARCHÉS PUBLICS

Le lot n° 1 est un marché à tranches conformément aux articles R.2113-4 à R. 2113-6 du code de la commande publique.

Le lot n° 2 est un marché ordinaire.

ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DES MARCHÉS PUBLICS

3.1 DURÉE DES MARCHÉS PUBLICS ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les marchés publics sont conclus pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la date de réception de la notification.

La durée d'exécution des prestations pour les deux lots est de douze (12) mois à compter de la date de réception de la notification.

Pour le lot n° 1, la durée cumulée de la tranche ferme et des tranches optionnelles ne peut être supérieur à 12 mois.

3.2 MONTANTS DES MARCHÉS PUBLICS

Les montants des marchés publics sont ceux qui figurent sur les décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF) annexées à l'acte d'engagement.

3.3 STRUCTURE DES MARCHÉS PUBLICS

LOT N° 1 :

Le lot n° 1 est un marché à tranches composé de 4 postes, afférents à chacun des tableaux.

Chaque poste est subdivisé en sous-postes, organisés d'une tranche ferme et de tranches optionnelles :

Poste Sous- Poste	Caractère de la tranche	Désignation
Poste 1 : « <i>Le transport des saintes reliques de Vincennes à Paris</i> », Noël Hallé		
1.1	<i>Tranche ferme</i>	Restauration de la couche picturale et du support toile
1.2	<i>Tranche optionnelle</i>	Reprise de rentoilage
1.3	<i>Tranche optionnelle</i>	Démontage et reprise de transposition
1.4	<i>Tranche optionnelle</i>	Remplacement du châssis
Poste 2 : « <i>La réception des ambassadeurs du Prince des Assassins</i> », Nicolas-Guy Brenet		
2.1	<i>Tranche ferme</i>	Restauration de la couche picturale et du support toile
2.2	<i>Tranche optionnelle</i>	Démontage et reprise de transposition
2.3	<i>Tranche optionnelle</i>	Remplacement du châssis
Poste 3 : « <i>Le roi malade donne ses dernières instructions à son fils Philippe</i> », Jacques-Antoine Beaufort		
3.1	<i>Tranche ferme</i>	Restauration de la couche picturale et du support toile
3.2	<i>Tranche optionnelle</i>	Démontage et reprise de transposition
3.3	<i>Tranche optionnelle</i>	Remplacement du châssis
Poste 4 : « <i>L'entrevue du roi et du pape Innocent IV dans la ville de Lyon</i> », Louis-Jean-François Lagrenée dit l'aîné		
4.1	<i>Tranche ferme</i>	Restauration de la couche picturale et du support toile
4.2	<i>Tranche optionnelle</i>	Démontage et reprise de transposition
4.3	<i>Tranche optionnelle</i>	Remplacement du châssis

LOT N° 2 :

Le lot n° 2 est structuré en 4 postes :

Poste	Nature du poste	Désignation du poste
1	<i>forfaitaire</i>	Restauration du cadre du tableau « <i>Le transport des saintes reliques de Vincennes à Paris</i> », Noël Hallé
2	<i>forfaitaire</i>	Restauration du cadre du tableau « <i>La réception des ambassadeurs du Prince des Assassins</i> », Nicolas-Guy Brenet
3	<i>forfaitaire</i>	Restauration du cadre du tableau « <i>Le roi malade donne ses dernières instructions à son fils Philippe</i> », Jacques-Antoine Beaufort
4	<i>forfaitaire</i>	Restauration du cadre du tableau « <i>L'entrevue du roi et du pape Innocent IV dans la ville de Lyon</i> », Louis-Jean-François Lagrenée dit l'aîné

3.4 MODIFICATION DES MARCHÉS PUBLICS

3.4.1 Clause de réexamen

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 du code de la commande publique, les marchés publics peuvent être modifiés en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci sont mis en œuvre soit par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

3.4.1.1 *Prestations supplémentaires et modificatives*

Pendant l'exécution des marchés publics, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives ou accepter les modifications qu'il propose par ordre de service, selon les modalités prévues à l'article 23 du CCAG/FCS.

- **Modification du périmètre de soutien de la plate-forme commissariat Paris :**

L'administration informe le titulaire par courriel en cas de tout changement de dénomination des emprises, de transfert d'activité à et/ou en provenance d'un autre pouvoir adjudicateur.

Cette modification notifiée au titulaire, par ordre de service, devient contractuelle.

- **Ajout de prestation aux DPGF :**

L'administration demande au titulaire un devis accompagné des justificatifs des prix proposés. Après analyse de la proposition et acceptation du pouvoir adjudicateur, les modifications sont formalisées par l'établissement d'un avenant.

Il est attendu que si le titulaire ne peut honorer la requête de l'administration, il doit l'en informer par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

- **Ajout (nouvelle implantation) ou suppression d'un lieu d'exécution des prestations en cas de fermeture partielle ou définitive d'un site, changement du lieu de restauration des œuvres et cadres :**

Tout changement de lieu d'exécution des prestations devra faire l'objet d'un avenant entre l'administration et le titulaire des marchés publics.

- **Ajout de nouvelles missions ou modifications de caractère technique des prestations dans le respect des normes (sociales, environnementales...) :**

Toute nouvelle réglementation imposant des contraintes dans l'exécution des marchés publics doit être signalée par le titulaire au pouvoir adjudicateur. Le prestataire propose également à l'administration les mesures à appliquer afin de garantir la bonne exécution des prestations.

Après acceptation des solutions proposées, le pouvoir adjudicateur notifie, le cas échéant, la prise en compte de cette modification, par ordre de service.

3.4.1.2 Suspension des prestations ou prolongation des délais d'exécution liée à des évènements extérieurs

Les prestations, objet des marchés publics, peuvent être suspendues en raison d'évènements extérieurs rendant impossible leur poursuite selon les modalités prévues à l'article 24 du CCAG/FCS. Toutefois, dans les conditions prévues par les articles R.2194-5 du code de la commande publique et de l'article 24 du CCAG/FCS, si la poursuite de l'exécution des marchés publics est rendue temporairement impossible, la suspension totale ou partielle des prestations peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur.

D'autre part lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution suivant les modalités prévues à l'article 13.3 du CCAG/FCS.

3.4.2 Autres cas de modification

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-2 à 2194-10 du code de la commande publique, et sans préjudice de la mise en œuvre de la clause de réexamen prévue à l'article 3.4.1 du présent CCP, les marchés publics peuvent également être modifié en cours d'exécution et selon les modalités prévues, lorsque :

- des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues ;
- un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial ;
- les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles ;
- le montant des modifications envisagées est inférieur aux seuils européens publiés au journal officiel et à 10% du montant du marché public concerné.

Ces évolutions sont notifiées au titulaire du marché public concerné par voie électronique via la Plate-Forme des Achats de l'État (la PLACE).

Toutefois, les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle du marché public initial.

ARTICLE 4. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXÉCUTION DES MARCHES

4.1 MESURE DE PRÉVENTION

Pour le lot n° 1, le titulaire doit prendre contact avec le C2RMF pour établir une convention d'accès aux locaux avant tout début d'exécution.

Dans ce cadre, il est procédé à une inspection commune des lieux d'intervention, et des matériels. Au vu des éléments recueillis au cours de cette inspection, une analyse des risques est effectuée en commun. Un plan de prévention établi par écrit est arrêté, avant le commencement de la prestation. Ce plan de prévention revêt un caractère obligatoire conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit comporter *a minima* :

- la définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels et dispositifs à la nature des opérations à effectuer ;
- les instructions à donner aux salariés ;
- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence par l'établissement ;
- les conditions de la participation éventuelle du personnel du prestataire aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Concernant le lot n° 2, étant donné que les cadres doivent être récupérés et déposés dans l'enceinte d'un bâtiment du Ministère des Armées, une demande d'accès au site est nécessaire avant toute intervention.

4.2 ACTIONS DE COMMUNICATION

4.2.1 Autorisation des photographies et prises de vues du personnel du titulaire

Dans le cadre de la réalisation des prestations, le titulaire déclare être informé et accepte que le pouvoir adjudicateur ainsi que le propriétaire de l'œuvre, le dépositaire, le C2RMF et la DRAC peuvent être amenés à réaliser ou faire réaliser toute prise de vue et/ou de son et/ou de vidéos sur le lieu d'exécution des prestations et à les exploiter pour les finalités d'utilisation prévues à l'article 4.3 du présent CCP, à l'exclusion des exploitations à des fins de merchandising.

Avant le début d'exécution des prestations, le titulaire s'engage à informer et à obtenir de ses personnels et sous-traitants, les autorisations nécessaires à la réalisation et à l'utilisation des prises de vues et/ou de sons et/ou de vidéos par le pouvoir adjudicateur et les institutions susmentionnées et à transmettre au pouvoir adjudicateur, sur simple demande de ce dernier, ces autorisations.

Lesdites autorisations devront porter sur toute représentation, y compris l'image et la voix, des personnels et/ou sous-traitants du titulaire et permettre les utilisations mentionnées à l'article 4.3 du présent CCP.

Lesdites autorisations sont valables pour toute la durée des présents marchés et dix (10) années après son terme ou sa résiliation pour les finalités d'utilisation prévues à l'article 4.3 du présent CCP, à l'exclusion des exploitations à des fins de merchandising. Les images et les enregistrements de sons seront conservés à titre d'archivage, le titulaire est informé que du fait de leur circulation sur Internet, le pouvoir adjudicateur ne peut garantir le retrait total de ces éléments d'Internet.

4.2.2 Prises de vue ou tournages sur le lieu d'exécution par le titulaire

Aucune prise de vues et/ou de sons n'est autorisée dans le cadre de l'exécution des marchés, spécialement sur le lieu d'exécution des prestations, sans l'autorisation préalable écrite du maître d'ouvrage.

Le titulaire doit informer ses personnels et sous-traitants de l'interdiction de toute prise de vues et/ou de sons dans le cadre de l'exécution des marchés publics et veiller à ce qu'ils respectent strictement cette interdiction.

4.3 UTILISATION DES RÉSULTATS

Dans le cadre des prestations des marchés, le titulaire va notamment réaliser des rapports d'intervention accompagnés de photographies numériques prises au cours de la restauration de tableaux ainsi que des écrits (analyses, rapports, etc.) documentant ces restaurations. Ces livrables sont des résultats au sens de l'article 34.1 du CCAG/FCS.

L'objectif du pouvoir adjudicateur est de pouvoir utiliser librement les résultats pendant la durée des marchés ainsi qu'à son expiration, notamment à des fins de documentation, communication et publication.

Le propriétaire des tableaux (le musée du Louvre), le dépositaire de l'œuvre (l'Ecole militaire), le C2RMF et la DRAC (au titre de leurs missions et de leur expertise) doivent pouvoir également utiliser ces résultats pour les mêmes finalités d'utilisation.

Pour ce faire, le titulaire cède au pouvoir adjudicateur l'ensemble des droits qu'il détient sur les résultats dans les conditions de l'article 37 du CCAG/FCS, à savoir les droits de reproduction, représentation et adaptation/modification, pour la durée légale des droits d'auteur et le monde entier, pour permettre au pouvoir adjudicateur et aux institutions susmentionnées de réutiliser l'ensemble des résultats notamment pour les finalités d'utilisation suivantes :

- documentation de l'histoire matérielle des œuvres et de leurs restaurations ;
- campagnes de communication au public notamment mais non exclusivement à travers les centres de documentation du Louvre, du C2RMF, de la DRAC et de l'École militaire ;
- mise en ligne sur le réseau Intranet, Internet et/ou sur les réseaux sociaux ;
- exploitation dans le cadre d'outils d'information, de communication et de promotion des savoir-faire du chantier de restauration, notamment : lettre d'information numérique grand public, lettre d'information et point d'information aux donateurs, expositions, rapports d'activité, supports de signalétique, etc. et lors d'événements publics, cartons d'invitation ;
- communication à la presse (sur tous types de support : presse écrite, radio, tv, web), française et étrangère, pour tout communiqué de presse ou dossiers de presse thématiques ou événementiels (par ex. : métiers concourant aux prestations de restauration, programmation dans le cadre des Journées européennes du patrimoine, etc.) et relatifs à l'état d'avancement des prestations ;
- communication aux donateurs et mécènes à des fins d'information sur l'avancée des prestations et dans le cadre de la communication relative aux différentes opérations de mécénat ;
- insertion/incorporation au sein d'œuvres audiovisuelles et/ou multimédia, des outils de médiation, mis à disposition du public sur des dispositifs accessibles au public grâce à des applications téléchargeables sur tout type de terminaux mobiles (audioguides, disques durs, supports USB, smartphones, lecteur mp3,

tablettes numériques, e-books, jeux vidéo, etc.) et sur tout type de terminaux fixes (télévision hertzienne, télévision numérique, tablette numérique, bornes multimédia, etc.) ou distribué sur tout type de supports ;

- insertion/incorporation dans des bases de données documentaires et muséographiques ;
- projection et diffusion dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers ;
- exploitation d'ouvrages imprimés ou numériques (dont notamment publications scientifiques, artistiques, catalogues d'exposition), destinés ou non à la vente ;
- le cas échéant, merchandising, aux fins notamment de fabriquer, distribuer, vendre ou louer, éditer, commercialiser sous toute forme, ou utiliser - y compris pour toute destination publicitaire ou promotionnelle - des produits ou des objets diffusés dans le commerce qui incorporent dans leur substance, leur forme, leur décoration, leur conditionnement et/ou leur présentation, par quelque procédé que ce soit, tout ou partie des prises de vues et/ou de sons.

Cette cession n'a aucun caractère exclusif. Le titulaire peut exploiter librement les résultats pour d'autres clients pour la restauration de tableaux.

Cette cession est incluse forfaitairement dans le montant des marchés, et ne donne lieu à aucune condition supplémentaire d'aucune sorte à l'endroit du pouvoir adjudicateur et des institutions susmentionnées.

En complément de l'article 37.3.1 du CCAG/FCS, le titulaire peut utiliser les résultats dans le cadre d'actions de communication, de publications ou de valorisation scientifiques, et sous réserve de l'accord préalable du pouvoir adjudicateur et de la mention systématique du contexte dans lequel les résultats ont été réalisés.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action de tiers dans les conditions de l'article 37.4.2 du CCAG/FCS.

4.4 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est accomplie conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique et est constatée par une déclaration, si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou par un acte spécial de sous-traitance, lorsque la déclaration de sous-traitance intervient après la notification des marchés publics (imprimé DC4 ou ses avenants).

4.5 DÉFAILLANCE

En cas de défaillance dans l'exécution des marchés publics, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements sous quinze (15) jours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Passé ce délai et en cas de défaillance réitérée, il peut être fait application par le pouvoir adjudicateur des dispositions contenues à l'article 45 du CCAG/FCS.

4.6 ASSURANCE

Le titulaire doit se conformer à l'article 9 du CCAG/FCS relatif aux obligations en matière d'assurances. En complément de cet article, il doit transmettre au pouvoir adjudicateur une copie de son attestation d'assurance, en cas de changement ou de renouvellement de contrat.

Le refus de produire cette pièce peut entraîner la résiliation des marchés publics pour faute du titulaire.

Le titulaire justifie d'une assurance de responsabilité civile professionnelle contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire.

L'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du présent CCP.

L'assurance couvre les dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

4.7 DOCUMENTS À PRODUIRE EN COURS D'EXÉCUTION

Conformément à l'article L8222-1 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution des marchés publics, les pièces prévues aux articles D8222-5 du code du travail s'il est établi en France ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail s'il est établi à l'étranger.

Ces documents peuvent être mis à disposition du pouvoir adjudicateur via une plateforme dématérialisée ou envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception. Cependant le pouvoir adjudicateur recommande au titulaire d'utiliser la plate-forme e-Attestations : <https://www.e-attestations.com/pour-les-declarants/>.

Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ces documents doivent être accompagnés d'une traduction en français.

En cas de non présentation de ces pièces un mois après le délai requis, et après mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur, restée infructueuse pendant 15 jours, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier les marchés publics aux torts du titulaire.

4.8 EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS PAR CARTE D'ACHAT

Les marchés publics ne donnent pas lieu à la mise en place du paiement par carte d'achat.

ARTICLE 5. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DE RÈGLEMENT

5.1 FORME DES PRIX

Les marchés publics sont traités à prix forfaitaires.

5.2 CONTENU DES PRIX

Les prix établis par le titulaire comprennent :

- les prestations de restauration telles que définies aux articles 12 à 16 du présent CCP ;
- les frais de transport, frais de livraison, frais de montage, frais d'installation, frais de démontage, des matériels destinés à la prestation ;
- les consommables nécessaires à la restauration ;
- les frais liés aux missions et aux réunions de suivi et de communication dédiées au responsable d'opérations ;
- les actions de communication conformément à l'article 4.2 du présent CCP ;
- la fourniture des livrables (rapports d'interventions) ;
- les droits de cession des résultats conformément à l'article 4.3 du présent CCP ;
- les frais d'assurance nécessaires pour couvrir les responsabilités du titulaire.

Les prix exprimés en euros sont réputés comprendre toutes charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations.

Les prix comportent un maximum de deux décimales après la virgule.

5.3 NATURE DES PRIX

5.3.1 Prix fermes

Les prix forfaitaires figurant dans les DPGF, annexés à l'acte d'engagement, sont réputés établis à la date limite de dépôt des offres, ou s'il y a lieu, à la date de la dernière offre remise si négociations et sont fermes actualisables dans les conditions définies à l'article 5.3.2 du CCP.

5.3.2 Actualisation des prix du lot n° 1

Tranche ferme :

Pour chaque tranche ferme, si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre le mois correspondant à la date d'établissement des prix initiaux et le début d'exécution des prestations, les prix sont actualisés par application de la formule suivante :

$$P' = P \times \left[0,20 + 0,80 \frac{X}{X_0} \right]$$

Dans laquelle :

- ▶ P' est le prix de règlement HT actualisé ;
- ▶ P est le prix initial figurant en annexe à l'acte d'engagement ;
- ▶ X = indice INSEE des prix mensuels (base 100 en décembre 2018) - Coût horaire du travail révisé- Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques – identifiant INSEE n° **001565195**.

Lecture de l'indice :

X₀ représente la valeur de l'indice du mois correspondant à la date d'établissement des prix (par dérogation à l'article 10.1.2 au CCAG/FCS : date limite de dépôt des offres ou date limite de remise d'une dernière offre en cas de négociation).

X représente la valeur du dernier indice définitif connu, relevé le mois correspondant au début d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG/FCS, le coefficient obtenu comporte quatre décimales.

L'indice est consultable sur le site de l'INSEE à l'adresse: <http://www.indices.insee.fr>.

Pour la tranche ferme, l'actualisation de prix s'effectue au plus tard trois mois après la date de notification du marché.

Tranches optionnelles :

Pour chaque tranche optionnelle, l'actualisation de prix s'effectue lors de l'affermissement de la tranche par ordre de service et selon la formule suivante :

$$P' = P \times \left[0,20 + 0,80 \frac{X}{X_0} \right]$$

Dans laquelle :

- ▶ P' est le prix de règlement HT actualisé ;
- ▶ P est le prix initial figurant en annexe à l'acte d'engagement ;
- ▶ X = indice INSEE des prix mensuels (base 100 en décembre 2018) - Coût horaire du travail révisé- Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques – identifiant INSEE n° **001565195**.

Lecture de l'indice :

X₀ représente la valeur de l'indice du mois correspondant à la date d'établissement des prix (par dérogation à l'article 10.1.2 au CCAG/FCS : date limite de dépôt des offres ou date limite de remise d'une dernière offre en cas de négociation).

X représente la valeur du dernier indice connu trois (3) mois avant la date d'affermissement de la tranche (date de notification de l'ordre de service).

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG/FCS, le coefficient obtenu comporte quatre décimales.

L'indice est consultable sur le site de l'INSEE à l'adresse: <http://www.indices.insee.fr>.

5.4 UNITÉ MONÉTAIRE DE RÈGLEMENT DES MARCHÉS PUBLIC

L'unité monétaire de règlement des marchés publics est l'euro.

ARTICLE 6. RÉGIME DE PAIEMENT DES MARCHÉS PUBLICS

6.1 RÈGLES RÉGISSANT LE PAIEMENT

Le paiement s'effectue après certification du service fait et suivant les règles de la comptabilité publique.

6.2 MODE DE RÈGLEMENT

6.2.1 Règlement par mandat administratif

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques des Yvelines (DDFIP).

6.2.2 Règlement par carte d'achat

Les présents marchés publics ne donnent pas lieu au paiement par carte d'achat.

6.3 AVANCE

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées aux articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique.

L'avance est versée au plus tard avant la date de début d'exécution des prestations.

Les deux conditions cumulatives au versement d'une avance de droit sont les suivantes :

- montant initial supérieur à 50 000 € HT ;
- délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

Le lot n° 1 s'exécute par le biais de tranches fermes et optionnelles.

Lorsque la tranche ferme du marché public remplit les deux conditions cumulatives susvisées, une avance est accordée sur la base du montant correspondant à cette période.

Pour chaque tranche affermie, si les deux conditions cumulatives susvisées sont remplies, une avance est accordée sur la base du montant correspondant à la tranche affermie concernée.

Le taux applicable est de 5%. Ce pourcentage est porté à 30% si le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise.

Le lot n° 2 est un marché ordinaire.

Lorsque le marché public remplit les deux conditions cumulatives susvisées, une avance est accordée sur la base du montant initial du marché public.

Le taux applicable est de 5%. Ce pourcentage est porté à 30% si le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise.

Les modalités de calcul de l'avance sont les suivantes :

- Si la période sur laquelle est calculée l'avance est inférieure ou égale à 12 mois :
$$\text{Montant de l'avance} = \text{taux applicable} \times \text{montant TTC de la période considérée}$$

Une avance peut être versée sur demande des sous-traitants bénéficiaires du paiement direct dans des conditions identiques à celles du titulaire et selon les conditions fixées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Le règlement d'avance n'a pas le caractère de paiement partiel définitif.

En application de l'article R2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

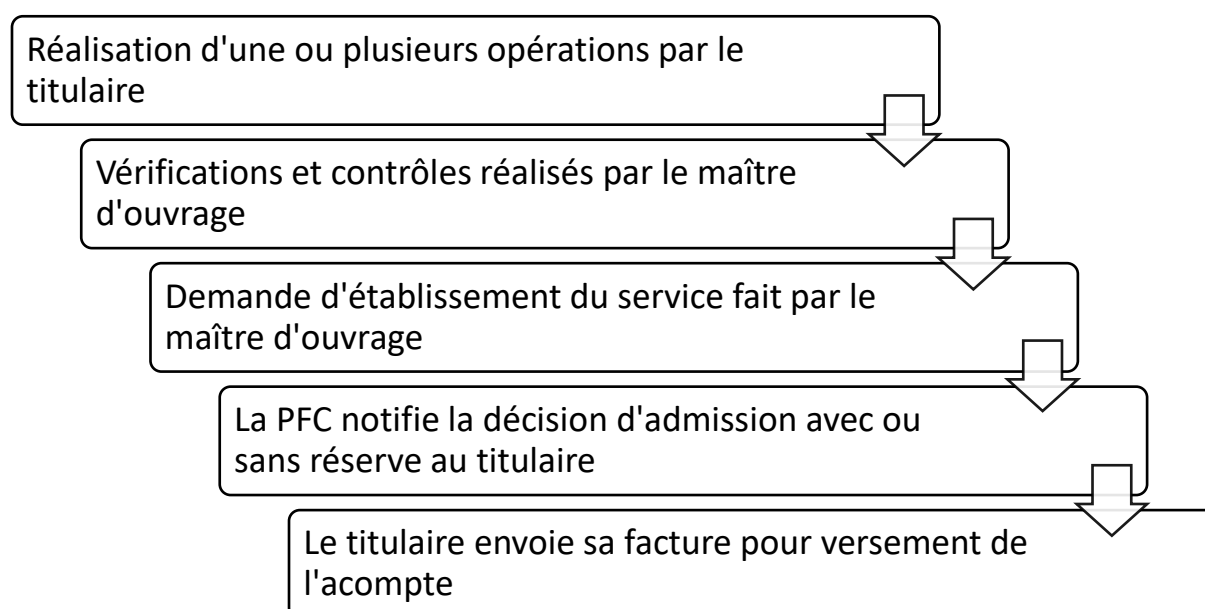
Cet article déroge à l'article 11.1 du CCAG/FCS.

6.4 PAIEMENT DES PRESTATIONS

6.4.1 Païement des prestations des tranches fermes du lot n° 1 et du lot n° 2

Pour les prestations de la tranche ferme de chaque tableau et/ou pour chaque poste du lot n°2, le titulaire peut demander des acomptes, ou être payé à l'issue de la réalisation de la totalité des prestations comprises dans la tranche ferme (pour le lot n°1) ou des prestations de chaque poste (pour le lot n°2).

Schéma simplifié du processus de demande d'acompte



- si le titulaire opte pour les acomptes, ces derniers peuvent être demandés : pour une prestation réalisée ;
- pour un ensemble de prestations réalisées.

Afin de faciliter l'exécution technique et financière des marchés, il est recommandé au titulaire de demander le paiement des acomptes pour un ensemble de prestations et selon le regroupement suivant :

- acompte lié aux opérations de « nettoyage de la couche picturale » : ensemble des étapes jusqu'au nettoyage inclus ;

- acompte lié aux opérations de « restauration du support toile » : ensemble des étapes jusqu'à la remise en tension sur le châssis ;
- acompte lié aux opérations de « réintégration de la couche picturale » : masticage, repiquage des usures, réintégration des lacunes, vernissage ;
- solde lié aux opérations finales : le solde des marchés sera réglé à la dernière décision d'admission notifiée au titulaire.

Il est fait production par le titulaire d'une demande de paiement dès réception de la décision d'admission.

Le titulaire doit adresser chaque demande de versement d'acomptes, indiquant le détail des prestations effectuées, le montant hors taxes, le montant de la TVA et le montant toutes taxes comprises, par tout moyen permettant d'attester de la réception de la demande. Par mail, l'adresse fonctionnelle est la suivante : pfc-paris-bae.ach.fct@intradef.gouv.fr.

Chaque prestation étant listée au DPGF, le montant de l'acompte est égal aux montants des prestations réalisées, défalqués le cas échéant des réfections et/ou pénalités.

6.4.1 Paiement des prestations des tranches optionnelles du lot n° 1

La durée de chaque tranche optionnelle étant inférieure à 2 mois, les demandes d'acomptes ne sont pas autorisées. L'envoi de la facture ne peut se faire qu'après la réalisation de la totalité des prestations de la tranche optionnelle considérée.

6.5 DÉLAI DE PAIEMENT

6.5.1 Délai global de paiement

En application des articles L. 2192-10 et R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique, les sommes dues au titre de l'exécution des présents marchés publics sont payées dans le délai maximum de trente (30) jours.

Sans préjudice des clauses relatives à l'avance, le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations, si cette dernière est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable.

6.5.2 Délai global de paiement du sous-traitant

Le sous-traitant direct du titulaire, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le Pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché public dont il assure l'exécution lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur aux seuils fixés aux articles L. 2193-10 et R. 2193-10 du code de la commande publique.

Le délai global de paiement du sous-traitant du titulaire payé directement par la personne publique est identique à celui prévu aux marchés publics pour le paiement du titulaire.

Le délai global de paiement du sous-traitant court à partir de la réception par la personne publique contractante de la demande de paiement transmise par le titulaire et/ou dans les circonstances prévues aux articles R.2192-22 et R.2192-23 du code de la commande publique.

6.6 INTÉRÊTS MORATOIRES ET INDEMNITÉS FORFAITAIRES POUR FRAIS DE RECOUVREMENT

En application des articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire ou le sous-traitant payé directement, a droit, sans qu'il ait à les demander :

- au versement des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse du règlement de la somme due ;
- au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D. 2192-35 du code de la commande publique).

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante ou au comptable de l'État, les intérêts moratoires ne sont pas dus.

6.7 MODALITÉS DE FACTURATION (HORS CARTE D'ACHAT)

6.7.1 Modalités de remise des factures au format dématérialisé

Le titulaire de chaque marché public dépose ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>)

L'adresse de facturation est la suivante :

**SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES
PFC PARIS - BASE DES LOGES
8, AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY - BP 40202
78102 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX
SE D04666A078 - SIRET 11000201100044**

Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de la dématérialisation se trouvent sur le site <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factureselectroniques/>.

Pour toutes questions liées à la facturation, vous pouvez envoyer vos demandes à la section fournisseurs à l'adresse fonctionnelle suivante :

pfc-paris-fournisseur.contact.fct@intradef.gouv.fr

Attention, depuis le 1^{er} janvier 2020 l'ensemble des fournisseurs de l'Etat est soumis à l'obligation de dématérialisation des factures via le portail CHORUS PRO.

6.7.2 Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures

La facture doit comporter impérativement les mentions suivantes :

- ▶ le nom et l'adresse du créancier ;
- ▶ le numéro de SIRET du créancier ;
- ▶ la dénomination et l'adresse du bénéficiaire ;
- ▶ le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- ▶ la date d'établissement de la facture et son numéro ;
- ▶ l'adresse de facturation communiquée ci-dessus dans son intégralité y compris le **code service exécutant D04666A078** et le numéro de **SIRET des services de l'État 11000201100044** indiqués dans le corps de l'adresse ;
- ▶ les références du marché indiquées sur l'acte d'engagement ou son annexe ;
- ▶ le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché public figurant sur l'acte d'engagement ou son annexe (numéro à 10 chiffres commençant par 10 ou 15) ;
- ▶ le prix forfaitaire hors taxes (HT) tel que défini à l'acte d'engagement ;
- ▶ la désignation et la quantité des prestations réalisées ;
- ▶ la preuve de la bonne exécution de la prestation (certifiée par le bénéficiaire) ;
- ▶ le taux et le montant de la TVA en vigueur au moment de l'émission de la facture ;
- ▶ les prix forfaitaires toutes taxes comprises (TTC).

Dans le cas où la facture transmise par le titulaire serait erronée ou incomplète, elle est retournée par l'administration à son expéditeur. Les délais de paiement sont alors suspendus dans l'attente du retour de la facture correctement établie.

Le titulaire doit informer par courrier la PFC Paris/DAP de toute modification de son statut, de sa forme, de ses coordonnées bancaires et de son adresse géographique.

La PFC Paris/DFIN effectue le règlement de l'avance, des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde du marché public.

Avant paiement, le cas échéant, il est fait application, sur les factures présentées, des réfections et/ou des pénalités prévues à l'article 9 du CCP au regard de la décision d'admission signée du pouvoir adjudicateur.

6.8 SOLDE

Le solde des marchés publics est unique et intervient à l'issue des procédures d'admission et de paiement de la dernière prestation réalisée dans le cadre des marchés publics.

6.9 CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le titulaire et/ou le(s) sous-traitant(s) bénéficiant du paiement direct, peuvent nantir ou céder les créances résultant des présents marchés publics conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique

6.10 CESSION DES MARCHÉS PUBLICS

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, toute cession éventuelle des marchés publics, qu'elle soit partielle ou totale, à titre gracieux ou onéreux, doit faire l'objet de l'autorisation écrite et préalable du pouvoir adjudicateur. Une demande doit être faite au pouvoir adjudicateur au moins six (6) mois avant la date prévue de la cession.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser une telle cession notamment pour des raisons d'intérêt du service ou un défaut de garanties techniques, professionnelles ou financières.

ARTICLE 7. CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS PUBLICS

7.1 INTERLOCUTEUR DU TITULAIRE

Pour chacun des lots concernés, le titulaire transmet à l'administration le nom et les coordonnées (téléphone, adresse électronique et postale) d'un interlocuteur qui assure le lien avec le bénéficiaire pour tout ce qui concerne l'exécution de la prestation.

7.2 INTERLOCUTEUR DE L'ADMINISTRATION

Le suivi des prestations est réalisé par le représentant du maître d'ouvrage et qui est conseillé par le comité scientifique. Leurs noms et leurs coordonnées sont fournis au titulaire au plus tard lors de la réunion de lancement des marchés publics.

Cette liste doit être mise à jour régulièrement afin de faciliter le dialogue.

7.3 PLAN DE PREVENTION ET PLAN DÉTAILLÉ / AUTRE PLANS

Les conditions d'accès du personnel du titulaire sur le site du C2RMF font l'objet d'une convention signée entre le titulaire l'ensemble des conservateurs-restaurateurs faisant partie de l'équipe du titulaire et le C2RMF avant le début d'exécution des prestations. Ainsi, les démarches liées au plan de prévention sont communiquées avant le début d'exécution des prestations.

7.4 RÉUNIONS

Pour le lot n° 1, les réunions de suivi sont liées aux opérations de vérification. Quatre réunions de suivi sont réalisées avec le maître d'ouvrage et le comité scientifique :

- au moment des tests de nettoyage ;
- à la fin du nettoyage ;
- en fin du traitement support toile et au début de la réintégration ;
- à la fin de la réintégration.

Également, quatre réunions pour les actions de communication sont prévues.

Pour le lot n° 2, deux réunions de suivi sont réalisées avec le maître d'ouvrage et le comité scientifique :

- au moment du lancement de la restauration ;
- à la fin du nettoyage.

Pour l'ensemble des lots, l'administration peut, en cas de difficultés dans l'exécution, déclencher une rencontre physique avec le(s) titulaire(s), dont la présence est obligatoire.

7.5 GESTION DES MODIFICATIONS ET IMPREVUS

Le titulaire avise immédiatement le comité scientifique de toutes modifications ou tout imprévu qui interviendrait dans l'exécution des prestations. Il propose des solutions techniques ou organisationnelles, chiffrées le cas échéant, afin d'assurer l'exécution des prestations.

Ces propositions doivent être expressément acceptées par le comité scientifique du projet.

7.6 CONTRÔLE ET OPERATIONS DE VERIFICATION

En complément des dispositions définies aux articles 28 à 29 du CCAG/FCS, la vérification des prestations se déroule comme suit.

Le maître d'ouvrage peut procéder à des examens détaillés des œuvres régulièrement en cours d'exécution, à l'occasion des visites de restauration co-organisées avec le C2RMF ou de visites ponctuelles à la demande du comité scientifique.

7.6.1 Désignation du représentant du titulaire

Le titulaire doit désigner par écrit un représentant unique qui s'assurera de la bonne exécution des prestations, ces dernières relevant d'une obligation de résultat. Cette personne est le correspondant privilégié du bénéficiaire des prestations pour tout problème rencontré dans l'exécution des marchés publics.

7.6.2 Désignation du représentant du bénéficiaire

Le pouvoir adjudicateur désigne un représentant pour le bénéficiaire ou une personne habilitée par le Ministère des armées, afin de réaliser les opérations de vérifications. Celui-ci a pour mission de transmettre au titulaire les remarques et les éventuelles anomalies constatées.

7.6.3 Opérations de vérification

Sauf dispositions contraires, il est fait application des articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées par le maître d'ouvrage. Le titulaire avise le maître d'ouvrage de la date à partir de laquelle les prestations peuvent être présentées pour les opérations de vérification. A partir de cette date, l'administration dispose **d'un délai de vingt (20) jours** pour réaliser les opérations de vérification et notifier sa décision.

Le titulaire et le maître d'ouvrage définissent un ou plusieurs dates pour procéder aux opérations de vérifications.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations réalisées et les spécifications des marchés. Elles ont pour objectif de contrôler que les prestations, fournies par le titulaire, présentent les caractéristiques fonctionnelles, techniques et de qualité attendues par le comité scientifique.

7.6.4 Décision après vérifications

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, à l'issue des opérations de vérification qui interviennent après réalisation complète de la prestation objet de la vérification, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire, **dans un délai de sept (7) jours, une décision :**

- **d'admission** : lorsque les prestations attendues sont entièrement achevées qu'elles répondent aux stipulations des marchés ;
- **d'ajournement** : lorsque le pouvoir adjudicateur estime que l'admission ne peut être prononcée que moyennant des mises au point. Le titulaire doit effectuer les mises au point dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans la décision d'ajournement.

Le titulaire dispose d'un délai de 10 jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour faire connaître son acceptation.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réserves ou de les rejeter **dans un délai de 20 jours** courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration **du délai de 10 jours** ci-dessus mentionné ;

- **d'admission des prestations avec réfections** : lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations des marchés, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées (cf. article 9.3 du présent CCP). Cette décision est notifiée au titulaire.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans **un délai de 15 jours** suivant la décision d'admission avec réfections, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose **d'un délai de 20 jours** pour lui notifier une nouvelle décision ;

- **de rejet** : lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, même avec réserves, elle en prononce le rejet. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par les marchés selon les modalités et le délai fixés par le pouvoir adjudicateur.

IMPORTANT : L'admission des prestations (avec ou sans réfections) est un prérequis pour les demandes d'acomptes visées à l'article 6.4 du présent CCP.

Cet article déroge à l'article 29 du CCAG/FCS.

ARTICLE 8. GARANTIE

8.1 GARANTIE TECHNIQUE

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification au titulaire de la dernière décision d'admission.

Cette garantie s'exerce dans les conditions définies aux articles 30 et 33 du CCAG/FCS.

Au titre de cette garantie, le titulaire :

- s'oblige à remettre en état à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur ;

- est reconnu responsable des dommages causés aux biens et aux personnes en raison d'un manquement ou d'une défectuosité de tout ou partie de la prestation, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état que cette dernière ait lieu au C2RMF ou dans les locaux de Paris École Militaire.

Pendant le délai de garantie, en cas de dégâts ou préjudices liés à des manquements dans l'exécution de ses prestations, le titulaire procède aux réparations qui lui sont imputables après notification d'un ordre de service fixant les délais et modalités de réparations. Après réalisation des réparations, les modalités relatives aux vérifications et décision du pouvoir adjudicateur définies à l'article 7.5 du présent CCP s'appliquent. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution de la dernière décision d'admission.

8.2 RETENUE DE GARANTIE

En application des dispositions prévues à l'article R2191-32 et suivants du code de la commande publique, une retenue de garantie de 3 % est exercée sur les acomptes. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée des marchés, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché concerné. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont remboursés au titulaire dans les conditions prévues à l'article R.2191-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 9. PÉNALITÉS ET RÉFACTIONS

Les pénalités sont déduites des sommes à verser au titulaire.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités sont dues sans seuil d'exonération.

Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur les pénalités doivent être adressées, sous pli recommandé ou par courriel (pfc-paris-bae.ach.fct@intradef.gouv.fr), à la PFC PARIS/DAP.

Passé un délai de trente (30) jours à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le titulaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

9.1 PÉNALITÉS DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard appliqué peut excéder 10 % du montant total (HT) des marchés publics.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution proposé dans le cadre-réponses éventuellement modifié par une prolongation de délai en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, **une pénalité de 50€ par jour ouvré de retard**.

9.2 AUTRES PÉNALITÉS

9.2.1 Pénalité pour dépassement du délai de transmission d'un document exigé au titre des marchés publics

En cas de non transmission d'un document exigé au titre du marché public concerné, le titulaire s'expose à une pénalité de **50€ par jour ouvré de retard**, à partir de la fin du délai fixé par l'administration dans sa demande jusqu'à la transmission effective du document exigé.

9.2.2 Pénalité pour non-respect d'une exigence ou d'un engagement contractuel

En cas de non-respect d'une exigence réglementaire, d'une exigence contractuelle du marché public concerné ou d'un engagement contractuel du titulaire, ce dernier s'expose à une pénalité de **50€ par jour ouvré** à partir du constat de l'administration jusqu'au respect de l'exigence ou de l'engagement contractuel.

La présente pénalité ne s'applique qu'aux exigences ou engagements qui ne font pas l'objet d'une clause de pénalité spécifique.

9.2.3 Pénalité pour absence aux réunions

Tout absence non motivée aux réunions sera sanctionnée par des pénalités de **100 € par absence**.

9.3 RÉFACTIONS

Au regard du caractère imprévisible des imperfections pouvant être constatées sur les œuvres et/ou leur cadre, le montant des réfections est déterminé par l'administration à l'issue des opérations de vérification.

Ce montant est un pourcentage du montant des prestations objet de la décision d'admission.

Si le montant des imperfections constatées est supérieur à 30% du montant des prestations objet de la décision d'admission, le pouvoir adjudicateur peut prendre une décision d'ajournement ou de rejet des prestations.

ARTICLE 10. MODALITÉS DE RÉSILIATION

Il est fait application des dispositions des articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et des articles 38 à 45 du CCAG/FCS.

10.1 RÉSILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier les marchés publics, sans indemnités, notamment en cas de :

- non-respect par le titulaire des obligations des marchés publics et des caractéristiques techniques définies dans son offre ;
- non-respect par le titulaire des stipulations des articles, relatifs à la confidentialité et sécurité et à la sous-traitance du présent CCP ;
- inexactitude des renseignements et non présentation des pièces demandées, un mois après le délai requis.

La résiliation n'est effective qu'après une mise en demeure adressée au titulaire par le pouvoir adjudicateur restée infructueuse. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut d'une telle date, à la date de notification de cette décision. Pour les besoins du présent article, la (les) faute(s) du (des) sous-traitant(s) conduise(nt) également à la résiliation dans les mêmes conditions, le titulaire demeurant personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant des marchés publics en cas de sous-traitance.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, en cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter les prestations non exécutées par un autre fournisseur. Le surcoût engendré est à la charge du titulaire.

10.2 AUTRES RÉSILIATIONS

Le pouvoir adjudicateur peut résilier, sans indemnités, les marchés publics en cas de non-respect des stipulations de l'article relatif à la clause de sauvegarde du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnités, les marchés publics pour motif d'intérêt général et notamment en cas de restructuration, d'aliénation, de dissolution, de refondation, de délocalisation, de fermeture, de vente ou de transfert de l'organisme bénéficiaire et/ou des organismes rattachés, par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- *l'article 1.1 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS ;*
- *l'article 5.3 déroge à l'article 10.1.2 du CCAG/FCS ;*
- *l'article 6.3 déroge à l'article 11.1 du CCAG/FCS ;*
- *l'article 7.6 déroge à l'article 28.2 du CCAG/FCS ;*
- *l'article 7.6 déroge à l'article 29 du CCAG/FCS ;*
- *l'article 9 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS ;*
- *l'article 9.1 déroge à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS ;*
- *l'article 9.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS ;*
- *l'article 10.2 déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.*

ARTICLE 12. CONTEXTE

Le Ministère des armées, représenté par le Groupement Commissariat Île-de-France (GSC IDF), maître d'ouvrage des marchés, souhaite restaurer les tableaux représentants « *Le cycle de la vie de saint Louis* » qui décorent la chapelle de l'École militaire. Cette commande prestigieuse, faite à onze peintres différents, a été réalisée vers 1773 et présentée au Salon avant d'être mise en place. L'ensemble des peintures a été saisi à la Révolution. *La Dernière Communion de Saint Louis* par Doyen, décorant le maître-autel, a ensuite été déposée successivement dans plusieurs églises parisiennes avant de réintégrer la chapelle de l'École militaire au milieu du XXe siècle. Huit des dix peintures décorant les murs latéraux ont été envoyées à Saint-Cyr au début du XIXe siècle ; la trace des deux dernières est perdue à ce moment-là. Les huit tableaux localisés sont replacés à l'École militaire en 1934.

Les présents marchés publics concernent la restauration des quatre tableaux ainsi que leurs cadres suivants :

- Noël Hallé (1711-1781), *Le transport des saintes reliques de Vincennes à Paris*, 1773, huile sur toile, 287 (H) x 240 (L), (INV 5277) ;
- Nicolas-Guy Brenet (1728-1792), *La réception des ambassadeurs du Prince des Assassins*, 1773, huile sur toile, 287 (H) x 240 (L), (INV 2859) ;
- Jacques-Antoine Beaufort (1721-1784), *Le roi malade donne ses dernières instructions à son fils Philippe*, 1773, huile sur toile, 287 (H) x 240 (L), (INV 2444) ;
- Louis-Jean-François Lagrenée dit l'aîné (1725-1805), *L'entrevue du roi et du pape Innocent IV dans la ville de Lyon*, 1773, huile sur toile, 287 (H) x 240 (L), (INV 5562).

Ces quatre tableaux ont été décrochés et décadrés au premier trimestre 2025. Les tableaux ont été transportés dans les ateliers du C2RMF aux Petites Ecuries du Roi à Versailles où les aller-voir du lot n° 1 auront lieu. Les quatre cadres ont été transportés dans le pavillon 23 de l'Ecole Militaire où les aller-voir du lot n° 2 auront lieu avant leur transfert.

ARTICLE 13. OBJECTIFS DES OPÉRATIONS DE RESTAURATION

La restauration des tableaux est souhaitée afin d'assurer leur bonne conservation à long terme et améliorer leur état de présentation.

Afin d'assurer le ré-encadrement des tableaux dans les cadres existants, et même si les dimensions des œuvres sont légèrement différentes des dimensions originales, le maintien des châssis dans leur dimension est souhaité.

ARTICLE 14. RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

Le titulaire du lot considéré désigne un unique responsable d'opérations pour les quatre (4) tableaux et pour les quatre (4) cadres. Il doit être identifié nominativement dans l'offre.

Ce dernier doit :

- assister aux réunions de préparation avec les représentants du comité scientifique ;
- coordonner toutes les interventions (planning, matériel, fournitures et intervenants) ;
- veiller au bon déroulement des opérations (installation, rangement, acheminement du matériel) ;
- vérifier la pertinence et l'uniformité de l'information relevée par les intervenants sur les œuvres, ainsi que la cohérence des niveaux d'intervention.

ARTICLE 15. PRESTATIONS ATTENDUES POUR LE LOT N° 1

Tous les restaurateurs qui interviennent sur la restauration des tableaux du lot 1 doivent obligatoirement être habilités « Musées de France ».

15.1 PRESTATIONS DES TRANCHES FERMES (POSTES 1.1, 2.1, 3.1 ET 4.1)

Les prestations des postes 1.1, 2.1, 3.1 et 4.1 comprennent des interventions de restauration fondamentale de la couche picturale et des interventions sur le support toile devant être réalisées au titre de la tranche ferme de chaque poste.

Les prestations de restauration de la couche picturale sont identiques pour les quatre (4) postes.

En revanche, les prestations de restauration du support toile sont différentes :

- poste 1.1 : il est demandé une consolidation du rentoilage pour le tableau de Hallé ;
- poste 2.1 : il est demandé une reprise du rentoilage pour le tableau de Brenet ;
- poste 3.1 : il est demandé une reprise de rentoilage pour le tableau de Beaufort ;
- poste 4.1 : il est demandé une reprise de rentoilage pour le tableau de Lagrenée.

Les prestations attendues sont précisées pour chaque tableau (poste) dans la DPGF annexée à l'acte d'engagement.

Le nombre de personne exigé *a minima* dans l'équipe chargée de restaurer la couche picturale est de six (6) personnes.

Le nombre de personne exigé *a minima* dans l'équipe chargée de la restauration du support est de quatre (4) personnes.

Selon l'état de conservation des peintures, les interventions sur la couche picturale et le support peuvent intervenir selon une chronologie différente qui est à préciser dans l'offre technique au travers de la note méthodologique.

Le titulaire est tenu de respecter le calendrier proposé dans son offre technique. Dans le cas contraire, des pénalités peuvent être appliquées conformément à l'article 9.1 du présent CCP.

15.2 PRESTATIONS DES TRANCHES OPTIONNELLES

Des tranches optionnelles sont définies pour chaque tableau dans le cas où celui-ci aurait été transposé, ce qui nécessiterait des opérations supplémentaires non prévues dans la tranche ferme.

Pour le tableau de Noël Hallé (poste 1) dont la tranche ferme ne prévoit pas la reprise du rentoilage, il est ajouté une tranche optionnelle pour cette prestation (tranche optionnelle n°1.2).

Les prestations attendues sont précisées pour chaque tableau (poste) dans la DPGF annexée à l'acte d'engagement et reprise ci-après :

- **reprise de rentoilage du tableau, uniquement pour le tableau de Noël Hallé** (poste 1) ;
- **démontage et de reprise de transposition du tableau si ce dernier a été transposé, pour tous les tableaux** : la tranche optionnelle correspond au différentiel entre la reprise de rentoilage et la reprise de transposition, étant rappelé que la reprise de rentoilage comprend le retrait des toiles, enduits et adhésifs jusqu'à la toile originale ;
- **remplacement du châssis du tableau, pour tous les tableaux** : l'opération attendue dans cette tranche optionnelle est le remplacement intégral par un châssis de restauration flottant en bois permettant un bon maintien et une tension régulière de la toile. Le remplacement du châssis doit permettre la conservation du format et s'adapter au cadre existant.

15.3 DESCRIPTION ET ÉQUIPEMENTS DU LIEU D'INTERVENTION

15.3.1 Site du C2RMF

Les tableaux de Hallé, Brenet, Beaufort et Lagrenée doivent être restaurés dans les ateliers du C2RMF, aux Petites écuries du roi, 2 avenue Rockefeller – VERSAILLES CEDEX CS 50505 78000.

Le C2RMF bénéficie d'un dossier d'imagerie scientifique (LV, UV, IR, IRFC), qui sera remis lors des aller-voir conformément à l'article 3.3.4 du RC.

Pour le tableau de Brenet, compte tenu de la fragilité de la couche picturale et de problèmes d'adhérence entre la préparation et la couche picturale sur les coutures, en périphérie et dans le tiers inférieur, le tableau a été recouvert de papiers de protection sur de larges zones lors de son décrochage des murs de la chapelle de l'Ecole Militaire en février 2025.

Le tableau n'est donc pas visible dans sa totalité et n'a pas pu bénéficier d'un dossier d'imagerie scientifique. Quelques fenêtres ont été ouvertes pour faciliter l'observation lors de l'aller-voir. Des photographies documentaires avant protection pourront être transmises sur demande.

15.3.2 Accessibilité du site du Centre de recherche et de restauration des musées de France

Les ateliers du C2RMF à Versailles sont accessibles du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h.

L'accès au site est soumis à une inscription mensuelle sur le planning de réservation et de planification des espaces et à sa validation.

15.3.3 Équipements

Les équipements mis à la disposition du restaurateur sont :

- 1) emplacement de travail avec siège et chevalets ;
- 2) emplacement dans une armoire à solvants et dans une armoire de rangement pour outillages ou petit matériel (le temps de l'opération) ;
- 3) lampe Gamain diffusant la lumière du jour ;
- 4) casiers pour le rangement des œuvres en cours de traitements ;
- 5) dessertes roulantes.

Les équipements mis à disposition à titre collectif sont :

- paillasses ;
- tables de travail ;
- négatoscope mural et négatoscope mobile ;
- zone de vernissage avec mur aspirant ;
- table aspirante à basse pression ;
- tréteaux ;
- pont roulant ;
- fonds en bois ;
- hottes d'extraction mobiles ;
- armoires à solvants où déposer les produits usagés ;
- loupes binoculaires ;
- lampes d'appoint ;
- poubelles à solvants ;
- aspirateurs ;
- réfrigérateur.

Le titulaire privilégie autant que possible des produits non nocifs pour l'environnement et non toxiques pour l'homme. Il est responsable du rangement des solvants et des cotons souillés.

15.4 LIVRABLES

La totalité des livrables doit être rendue au maître d'ouvrage et au comité scientifique sur clef USB, suivant le détail infra :

- 1) un rapport d'intervention pour le support toile et la couche picturale par œuvre et pour chaque tranche (tranche ferme et tranche optionnelle) ;
- 2) les photos numériques, haute définition 4000 x 6000 pixels.

Le maître d'ouvrage et le comité scientifique peuvent librement et à tout moment utiliser les éléments écrits par le titulaire conformément aux articles 4.2 et 4.3 du présent CCP.

15.5 FERMETURE TEMPORAIRE DES SITES ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Dans le cas d'une fermeture temporaire en cours d'année, le bénéficiaire et le C2RMF doivent en informer le titulaire au minimum quinze (15) jours auparavant.

Aucune prestation n'est réalisée pendant cette fermeture hors spécification particulière. Il en est de même en cas de pont ou de week-end prolongé. Le reste de l'année, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les

prestations conformément au présent CCP, y compris pendant ses propres périodes de congés, celles-ci n'étant pas neutralisées.

ARTICLE 16. PRESTATIONS ATTENDUES POUR LE LOT N° 2

Lors du décrochage des tableaux, les cadres dorés ont été dépoussiérés, emballés puis stockés à Paris Ecole Militaire, 1 Place Joffre – PARIS 75007 au bâtiment 23, en rez-de-chaussée. Les cadres ne sont pas démontables.

La dimension des cadres : H 3,19 x L 2,42 m (épaisseur du cadre 18 cm).

L'ensemble des opérations est réalisé sous la direction du comité scientifique.

Le comité scientifique émet des préconisations claires à l'équipe titulaire du marché en charge de la restauration des cadres afin d'attirer son attention sur les potentielles fragilités, la localisation d'éventuelles altérations et d'une manière générale sur les manipulations idoines.

Tous les restaurateurs qui interviennent sur la restauration des cadres du lot 2 doivent obligatoirement être habilités « Musées de France ».

16.1 OPÉRATIONS ATTENDUES

Le titulaire du marché est chargé de la restauration de cadres dorés. Les prestations comprennent :

- l'organisation des transports aller et retour (emballage, manutention, chargement et déchargement inclus) des cadres :
 - o aller : depuis l'École Militaire jusqu'au lieu de restauration choisi par le titulaire, atelier du prestataire ;
 - o retour : depuis le lieu de restauration choisi par le titulaire, atelier du prestataire jusqu'à l'École Militaire ;
- constat d'état, tests, proposition de traitement ;
- décrassage ;
- vérification des assemblages et consolidation de la structure ;
- traitement de conservation-restauration des éléments en métal ;
- traitement fongicide et insecticide ;
- vérification, consolidation et aménagement de la feuillure aux dimensions des tableaux, notamment pose de mousse en feuillure du cadre ;
- encadrement du tableau à l'aide de pattes de fixation (tableau > 2m²) ;
- rapport de restauration illustré pour chacun des cadres (avec localisation et détail des interventions) concernant la structure et les parties en bois dorés.

Le nombre de personne exigé *a minima* dans l'équipe chargée de la restauration des cadres est de deux (2) personnes.

16.2 POUR LES PARTIES EN BOIS DORÉS

Pour les parties en bois doré, les prestations comprennent :

- dépoussiérage de la dorure ;
- décrassage de la dorure ;
- consolidation des apprêts ;
- retrait des traces de bronzine ;
- consolidation et réintégration des apprêts / adoucissage / réparation ;
- réintégration et harmonisation de la dorure.

Les inscriptions, marquages et étiquettes devront être préservées et documentées.

16.3 CALENDRIER

Le calendrier précis de la livraison des cadres restaurés est à préciser avec le comité scientifique. Pour rappel, ce calendrier ne doit pas excéder 12 mois à partir de la notification.

IMPORTANT : Le titulaire doit avoir livré les cadres restaurés avant l'arrivée des toiles restaurées sur site.

16.4 EVACUATION DES DÉCHETS LIÉS AU TRANSPORT

Le titulaire du présent marché est informé que les lieux de départ et d'arrivée doivent être dépourvus de tous déchets liés aux opérations de transport des cadres, ils doivent être rassemblés, emballés et évacués dès que possible.

16.5 CONSERVATION PRÉVENTIVE

Le contact avec les objets impose un respect impératif des prescriptions de conservation préventive pour éviter toute casse, infestation, vol et incendie.

Au niveau de la manipulation des objets, des règles élémentaires doivent être appliquées. Avant de manipuler un objet, il faut entre autres :

- examiner les risques propres à l'objet (son matériau, son poids, ses dimensions, ses fragilités) ;
- prendre le moins de risques possible ;

- anticiper le mouvement d'œuvre (repérer le parcours, retirer les obstacles éventuels et préparer un espace pour déposer le ou les objets) ;
- ne transporter qu'un tableau ou un cadre à la fois ;
- suivre toutes les préconisations données par le(s) représentant(s) du Département des Peintures présent(s).

16.6 LIVRABLES

La totalité des livrables doit être rendue au maître d'ouvrage et au comité scientifique sur clef USB, suivant le détail infra :

- 1) un rapport d'intervention pour chaque cadres ;
- 2) les photos numériques, haute définition 4000 x 6000 pixels.

Le maître d'ouvrage et le comité scientifique peuvent librement et à tout moment utiliser les éléments écrits par le titulaire conformément aux articles 4.2 et 4.3 du présent CCP.